



Éducation et responsabilité parentale pour une émergence réussie

Anne-Marie Aya Kouakou
Enseignant-chercheur
Département de philosophie
Université Alassane Ouattara
Mail : annekouakoumarie@gmail.com

Résumé : L'éducation est au cœur d'une société unie et forte. En donnant à chaque individu la possibilité de vivre une vie humaine, l'éducation est aussi ce qui concourt, à l'union, au maintien et à la stabilité de toute société. Si son influence sur la vie sociale est indéniable, il est à remarquer qu'en dehors de la cohésion qu'elle favorise, elle doit permettre le développement entendu comme une promesse. Cette promesse n'est rien d'autre que l'aboutissement du sérieux qu'on accorde à l'éducation des enfants, citoyens du futur, en leur donnant les armes pour la promouvoir. On comprend alors que l'émergence ne peut que prendre en compte l'éducation en responsabilisant les parents à qui revient, en priorité, cette tâche.

Mots clés : éducation-émergence-enfant-famille-insertion-instruction-société

Abstract: Education is at the center of any strong and united society giving to each individual the possibility to live easily as any other human beings. Education is also something involving union, the resistance and the stability of the society. Then its influence on social life is important. It should also give way to development as a promise. And this promise is nothing like the accomplishment of the serious talent that we grant to citizens, and children's education, giving necessary tools to a head. Finally we do understand that emergence can take into account education that makes parents responsible for the success of their children.

Key words: education-emergence-child-family-insertion-instruction-society

Introduction

Lorsqu'on parle d'émergence, en Afrique, la préoccupation qui semble évidente, c'est la question économique.

En effet, une économie émergente est une économie qui se caractérise par un niveau de revenu intermédiaire (entre les pays les moins avancés et les économies des pays de l'OCDE), une ouverture économique sur le reste du monde, des transformations structurelles et institutionnelles de grande ampleur et un fort potentiel de croissance » (K. R. Oussou, 2017, p. 21).

L'émergence d'un pays met en avant sa valeur économique. Aussi, l'attention est-elle fortement tournée vers les investisseurs privés, la recherche de potentialités économiquement

exploitables et tout ce qui a un lien avec le facteur économie. Toutes choses qui permettraient d'accumuler du capital et d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Si cette perspective est intéressante, elle demeure insuffisante, quand on sait que malgré la possession des ressources économiques, les pays africains souffrent toujours du sous-développement. Quand on y pense, la logique actuelle de l'émergence porte moins sur les acteurs du processus économique que sur les résultats attendus. En ce sens, nous voulons, à travers cette réflexion, porter un regard sur les acteurs sociaux qui sont amenés à opérer ce sursaut économique qu'est l'émergence. Car, dans une Afrique où la corruption, la fraude, les détournements de deniers publics décrivent, pour la plupart, les comportements et les mentalités des acteurs sociaux, l'émergence se trouve confrontée à un véritable problème d'éducation.

C'est pourquoi, nous sommes attentive à la question de l'éducation. Il s'agit de savoir si l'on peut parvenir à l'émergence, en négligeant le volet éducationnel. Précisément, peut-on parvenir à une véritable émergence en ignorant la valeur éducative, source de préparation des acteurs sociaux à la responsabilité ? La réponse à cette question centrale se fera à partir des approches historico-prospectives. Elle conduira à affirmer qu'il ne peut y avoir d'émergence sans un suivi rigoureux des parents dans l'éducation de leurs enfants, fondement d'une vie citoyenne responsable.

Le traitement de cette thèse consistera, d'abord, à mettre en relief l'impact de l'éducation sur la formation humaine et la croissance économique (1). Cette approche permettra, ensuite, de dévoiler les handicaps majeurs à l'éducation dans le monde contemporain (2). Enfin, la redynamisation du rôle parental, comme gage de l'émergence de l'Afrique sera proposée comme solution durable à ces handicaps (3).

1. L'impact de l'éducation sur les individus et la croissance économique

1-1.L' éducation au fondement de la vie humaine et sociale

« *L'homme est par nature un animal politique* » disait Aristote (1990, I, 2, 1252-b). Cette définition de l'homme, donnée par l'une des figures emblématiques de la philosophie antique, est toujours pleine de sens. Marqué par la société, l'homme, ne saurait vivre en dehors. Malgré tous les progrès techniques, cette vérité reste encore tangible. Pour S. Diakité (2016, p. 7), cela se justifie :

« Partant de la communauté symbiotique et du lien organique qui unit tous les hommes au niveau même de la simple famille, nous voudrions situer à un niveau plus primitif le ciment de toute vie sociale. L'individu se lie à une communauté non pas d'abord par un libre choix, mais par une nécessité absolue que d'autres éprouvent comme lui et qui leur fait chercher une vie en commun. Le besoin est donc le principe qui fait de l'homme un animal politique ».

Pour lui, ce qui justifie le caractère social de l'homme, c'est le fait d'avoir en commun les mêmes besoins. Le vivre-ensemble se consolide par la recherche de satisfaction des besoins. La pertinence de cette remarque se voit par l'attachement du nourrisson à sa mère, voyant en elle la source de la satisfaction de ses besoins. Ces besoins peuvent s'entendre comme un tout qui se regroupe sous une seule appellation : l'éducation. Pour J-J Rousseau



(1966, p. 37), cela ne fait aucun doute : « *Tout ce que nous n'avons pas à notre naissance et dont nous avons besoin étant grands nous est donné par l'éducation* ». L'éducation est donc ce grand dispositif social, pourvoyeur de force, d'assistance et de jugement qui permet à l'homme de "parachever" son être. Si le savoir-être est au fondement du besoin éducatif, lui donnant ainsi une approche individualiste, l'éducation n'est-elle pas également source de cohésion pour la collectivité ?

« *L'éducation est une valeur importante pour n'importe quelle société. Il va sans dire que l'éducation est d'abord et avant tout un choix de vie, mais c'est aussi un choix de société* » (S. Diakité, 2016, p. 10). L'éducation que les individus reçoivent doit pouvoir être en harmonie avec les exigences de la société. Ce qui donne à l'éducation un double sens. L'éducation est un besoin aussi bien individuel que social. Ce n'est plus seulement l'individu qui exprime le besoin d'être éduqué par les autres pour exister mais la société a également besoin qu'il soit éduqué afin qu'elle subsiste. La dialectique est ainsi frappante. S'il est vrai que nous recherchons chez autrui l'aide qui contribue à la satisfaction de nos besoins personnels, il faut reconnaître que la collectivité qui se forme pour répondre à tous nos besoins ne saurait elle-même tenir et subsister sans un minimum de civilité entre les individus qui la constituent. Sur la question de la civilité, A. Ouattara (2008, n° 006, p. 149) pourra s'exprimer : « *Nous sommes attentif à la civilité parce qu'elle est un « amour refroidi » qui, à défaut de nous réchauffer peut nous tenir ensemble* ». Pour lui, la civilité est une exigence sociale d'appartenance. Elle est l'expression du sentiment de réciprocité. Elle permet, à travers son expression, de traduire le respect et la considération mutuels. Il apparaît, ainsi, un lien entre l'éducation et l'amour. Ce lien conduit à une intersubjectivité pacifique qui prend appui sur la reconnaissance de l'humain dans les relations avec autrui. Toutefois, on pourrait ajouter que la civilité n'est rien d'autre qu'un mécanisme mis en place par chaque société à travers une culture spécifique pour garantir le savoir vivre comme un héritage à transmettre de générations en générations. Le savoir-vivre permet de rendre possible le vivre-ensemble. Se profile, alors, la famille comme ayant à charge cette lourde responsabilité.

« *La famille, cellule de base et pierre angulaire de toute société constitue traditionnellement le cadre par excellence de la socialisation des enfants, et le moyen privilégié de transmission des valeurs de la communauté* » (M. Koné et N. Kouamé 2005, p. 5). L'importance du rôle de la famille en tant que microsociété est indéniable. En effet, c'est le premier cadre de vie de tout individu et là où l'on fait la découverte des autres. L'on y reçoit des leçons de vie à tous niveaux. C'est là tout le sens de l'éducation. La responsabilité incombe aux parents de donner, aux enfants, tous les rudiments nécessaires à l'exigence de la vie humaine et sociale :

« *Un père quand il engendre et nourrit des enfants, ne fait en cela que le tiers de sa tâche. Il doit des hommes à son espèce, il doit à la société des hommes sociables ; il doit des citoyens à l'État. Tout homme qui peut payer cette triple dette et ne le fait pas est coupable et plus coupable peut-être quand il la paye à demi* » (J-J Rousseau 1966, p. 53).

En pointant du doigt le père, Rousseau éclaire sur les devoirs des parents à l'égard de leurs enfants. La place de la famille n'est pas à prendre à la légère, si son rôle est de préparer l'individu à acquérir les rudiments d'une existence humaine conforme mais surtout en ayant le devoir de le rendre apte à une vie sociale exemplaire. C'est pourquoi, « *Institution sociale*

fondamentale, la famille, en tant que microsociété, est soumise à des règles précises qui déterminent son fonctionnement ». (M. Koné et N. Kouamé 2005, p. 14). En tant que socle de la société, elle est sensée se plier aux ordonnancements de celle-là. Sa régulation ne saurait se faire en sapant les exigences de la société afin de ne pas lui être aux antipodes. C'est pour garantir la vie de la société, en créant les conditions de l'intégration des individus, que la famille se révèle comme la pierre angulaire.

L'éducation se présente à la fois comme un salut individuel et social. C'est par l'éducation que la société traduit ses attentes. Si ces attentes sont pour l'essentiel la cohésion et l'harmonie entre les fils et les filles, elle ne saurait s'arrêter à cet aspect primitif de la vie. Le développement économique est aussi une exigence sociale. Cette exigence repose sur la qualité de vie humaine et sociale que les individus entretiennent avec la société dans laquelle ils vivent. C'est pourquoi, nous pensons que l'éducation a des répercussions économiques.

1-2. Les répercussions économiques de l'éducation

La mise en lien de l'éducation et de l'économie peut sembler faire appel à l'instruction qui consiste en la transmission des connaissances. Cet aspect de l'éducation, qui fait envisager le savoir comme valeur économique, met en relief le capital humain. « *Dans un monde compétitif et dominé par l'économie du savoir, le capital humain apparaît comme un des leviers de la croissance et du développement économique et sociale* » (K. R. Oussou 2017, p. 17). En parlant de capital humain, on fait allusion à une représentation du stock humain immatériel et non vendable comme le résultat d'un investissement dans la formation des compétences fonctionnant à la manière d'un capital financier.

« Le principe fondateur de cette approche théorique est que, pour l'individu, l'éducation et la formation professionnelle sont vécues comme des investissements, et qui, par ce fait, doivent générer des externalités sous la forme de retour sur investissement à l'exemple du capital financier ou physique » (K. R. Oussou 2017, p. 18).

Si cette théorie est pertinente, elle n'est pas sans créer un amalgame entre l'éducation et l'instruction. Quand bien même cet amalgame n'existerait pas, ce n'est pas du capital humain entendu comme économie du savoir qui nous intéresse ici. Mais il est nécessaire d'opérer une distinction entre l'éducation et l'instruction. S. Diakité (2016, p. 11) nous éclaire sur cette distinction : « *l'éducation n'est pas l'instruction ; on réalise facilement que l'instruction relève de la transmission des connaissances et que l'éducation, quant à elle, relève de la transmission de valeurs et ou de comportements adoptés par la famille, le milieu de vie et la société* ». La démarcation entre l'éducation et l'instruction est ainsi située.

« Les comportements belliqueux et corrompus des acteurs sociaux, la mauvaise gouvernance des sociétés n'est-elle pas la plaie que nous avons refusée de soigner en nos enfants lorsqu'ils étaient tous petits, plaie béante que nous avons laissé pourrir ? » s'interroge (S. Diakité, 2016, p. 10). Le professeur de philosophie africaine situe de plain-pied les attitudes qui minent l'économie des États africains. On peut citer, par ailleurs, la fraude, les détournements de deniers publics et le mauvais emploi des biens publics. Il s'agit, ici, d'une véritable critique des comportements et mentalités qui endiguent le développement. Ces comportements sont l'expression d'un manque d'éducation civique ou d'une éducation qui s'y prend mal. On en déduit aisément le lien entre éducation et développement.



Malheureusement, les comportements qui sont décrits, ici, ont une répercussion négative sur l'économie ; ce qui contrarie, à n'en point douter, le développement de nos sociétés. Pour K. R. Oussou (2017, p. 99), il ne s'agit ni plus ni moins que de gaspillage :

« Sous ce rapport, le gaspillage s'apparente à la corruption, parce que les fonds sont détournés à des fins personnels, lors même qu'ils devraient servir à financer des secteurs clés comme l'éducation, la santé, le logement social, l'emploi et autres services publics essentiels en faveur des démunis ».

La similitude établie entre la corruption et le gaspillage tient au fait que les détournements empêchent de réaliser des projets communautaires et réduisent les ressources financières disponibles. La mauvaise gestion desdites ressources constitue un véritable problème auquel l'émergence se trouve confrontée. De fait, nous n'avons pas à rechercher d'autres richesses à exploiter pour booster le développement. Celui-ci devrait commencer par la bonne gestion de celles que nous avons déjà. C'est en cela que nous pourrions traduire notre volonté d'aller de l'avant. Pour ce faire, les Africains ont besoin de faire preuve d'honnêteté, de probité, de rigueur, des vertus qu'on cultive chez les hommes à travers l'éducation qu'on leur donne.

Or, cela ne semble pas être le souci de nos dirigeants. Leur préoccupation se trouve dans une certaine perception de l'instruction qui leur fait croire qu'elle est la clé de l'éducation. Le trop grand intérêt accordé, de nos jours, à l'école semble occulter l'importance de l'éducation qui est la base de toute formation humaine. On veut former des citoyens sans former au préalable l'humain. Le résultat est triste. La corruption qui gagne tout le monde est la preuve que l'éducation ne se donne pas comme il se doit. Les acteurs sociaux, bien qu'ayant reçu les formations intellectuelles et professionnelles pour être aux postes où ils sont, manquent de qualités morales que seule une bonne éducation confère pour travailler avec toute l'honnêteté que leur fonction requiert. En effet, chacun reçoit une éducation qui lui permet de se rendre autonome et de vaquer à ses intérêts personnels, sans trop se soucier des besoins de la société. Dans cette mesure, il est difficile de s'unir autour de projets d'intérêts communs tels que l'émergence. Il urge de prendre véritablement conscience que tout progrès, quel qu'il soit, ne peut se faire qu'en partant de la qualité de l'âme des individus. Cette idée est d'origine religieuse. En effet, en parcourant la *sainte Bible* (2016, 3 Jean 1v2), on peut lire ceci : *« Prospère à tous égards et sois en bonne santé, comme prospère l'état de ton âme »*. La *sainte bible* exhorte à prendre soin de l'âme avant tout autre chose. Car, c'est de la disposition de l'âme que tout part. Or, une belle âme est l'œuvre d'une bonne éducation. C'est pourquoi, J-J Rousseau (1966, pp. 35-36), s'adressant aux mères, peut dire ceci :

« C'est à toi que je m'adresse, tendre et prévoyante mère, qui sus t'écarter de la grande route et garantir l'abris au naissant du choc des opinions humaines ! Cultive, arrose la jeune plante avant qu'elle meure : ses fruits feront un jour tes délices. Forme de bonne heure une enceinte autour de l'âme de ton enfant ; un autre en peut marquer le circuit, mais toi seule y doit poser la barrière. On façonne les plantes par la culture, et les hommes par l'éducation ».



En interpellant les parents sur le sens du rôle qu'ils ont à jouer dans l'éducation de leurs enfants, c'est à la femme que Rousseau confie la plus grande part de cette responsabilité. Si la place de l'éducation est indéniable, réunit-elle, de nos jours, les conditions de sa réalisation ? Nous sommes amenés à faire une incursion dans la famille africaine actuelle à l'orée de l'émergence.

2. L'éducation à l'épreuve de la famille à l'ère contemporaine

L'éducation dans nos sociétés africaines va mal. C'est le moins qu'on puisse dire. « *Notre société actuelle, vibrant aux sons de l'évolution, de l'industrialisation, de la globalisation et de la modernisation etc., est marquée par un changement dense et quotidien tant des idéologies que des us et coutumes* » (K. Ouédraogo, 2015, p. 36). La dynamique de la modernité entraîne nos sociétés africaines à s'inscrire dans une perpétuelle mutation qui bouscule nos habitudes et nos manières de penser. Il se vit, alors, un bouleversement sans cesse continu qui touche toutes les structures et institutions sociales parmi lesquelles la famille figure en bonne place. « *D'une époque à l'autre, la structure familiale varie parce que la famille est un carrefour d'influence d'ordre économique, social, religieux, philosophique* » (M. H. Renaut, 2012, p. 7). Noyau de la société, la famille ne peut que ressentir les effets des changements opérés au sein de la société. Elle ne manque pas de subir les multiples mutations que connaissent nos sociétés à l'ère contemporaine.

De nos jours, l'une des transformations fondamentales opérées à l'intérieur de la cellule familiale est l'établissement des droits individuels. Du "pater familias", depuis l'Antiquité, on est passé à la disparition des hiérarchies et subordinations traditionnelles débouchant sur la reconnaissance des droits inhérents à la personne humaine. Cette mutation que nous héritons de l'époque moderne n'est, en fait, que le résultat de la contestation de l'autorité absolue et permanente du père de famille sur les enfants et de l'autorité du souverain sur ses sujets. La particularité des modernes est d'avoir lutté pour l'émancipation et l'autonomie de l'individu en tant que sujet de droits. On se souvient de cette phrase célèbre : « *L'homme est né libre, et partout il est dans les fers* » (J-J Rousseau, 1973, p.60). Cette pensée de Rousseau traduit le sentiment d'une époque qui s'est donnée pour ambition de libérer l'homme du joug de l'esclavage à tout point de vue en remettant en cause l'autorité du pouvoir politique et son versant domestique avec le "pater familias".

La mise en question de la légitimité de l'État et de l'exercice de l'autorité paternelle avait pour objectif de recentrer l'intérêt sur l'individu. L'importance accordée à l'individu vient, ainsi, apporter des changements dans les habitudes politique, sociale et religieuse. Ce qui donne, comme résultat, la proclamation des droits de l'homme :

« *Proclamés solennellement en 1789 par la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, inscrits d'abord dans les textes, ils se sont peu à peu inscrits aussi dans la pratique. Cette extension progressive a été concomitante de l'installation et de l'affermissement des régimes démocratiques* » (D. Lochak, 2009, p. 3).

La démocratie, reconnue comme l'une des meilleures formes d'organisation politique a certainement contribué à un nouveau regard sur l'individu en instaurant, au sein des sociétés,

les principes de liberté et d'égalité qui lui sont chers. Sans vouloir faire deux poids deux mesures, ces nouveaux regards sur la société et la politique ne pouvaient qu'influencer la vie familiale. « *La loi du 24 juillet 1889 atténue la puissance paternelle en organisant la déchéance conçue comme une peine destinée à frapper les parents indignes. C'est l'époque où l'on prend conscience de la maltraitance* » (M. H. Renaut, 2012, p. 80). Le siècle des lumières, en mettant un point d'honneur à la lutte pour l'autonomie, n'est pas resté insensible à la situation de maltraitance dans laquelle les enfants vivaient. L'autorité que les parents avaient sur ces derniers s'est exercée parfois in extrémis allant jusqu'à causer la mort de nombre d'entre eux. L'abolition du "pater familias", n'est que le fruit de la lutte acharnée des lumières pour sortir les enfants du joug de cette autorité malsaine. On se souvient du rôle que Rousseau y a joué. La reconnaissance de l'enfant en tant qu'être humain ne pouvait se sceller qu'en lui reconnaissant des droits. Cette lutte pour l'émancipation de l'individu concernait également les femmes qui ont longtemps vécu sous la domination de l'homme, en étant également limitées par l'éducation des enfants et les travaux domestiques.

Aujourd'hui, femmes et enfants jouissent d'une certaine autonomie. Si cela est une bonne chose, il n'en demeure pas moins que cette émancipation soit vécue souvent comme un autre désastre familial. Car, dans l'exercice de l'éducation, il faut reconnaître que l'autorité est nécessaire, au moins, à un certain niveau. La disparition de l'autorité et l'apparition de l'autonomie chez les enfants se posent, chez les parents, comme une difficulté qui s'apparente à chercher une aiguille dans une botte de foin. La tentation est grande pour ces derniers d'abandonner. Cette idée est partagée par M. Koné et N. Kouamé (2005, p. 223), car pour eux, « *les véritables questions à résoudre portent principalement sur le refus de l'autorité parentale par les enfants, la démission des parents dans leurs rôles éducatifs, une trop grande liberté accordées aux enfants* ». De façon fondamentale, les droits individuels sont, aujourd'hui, au cœur de la problématique de l'éducation.

D'une certaine manière, l'abolition de l'autorité parentale peut être ressentie comme une fuite de responsabilité, parce qu'il est presque impossible d'éduquer sans l'exercer. C'est le sentiment de H. Arendt (2016, p. 244) : « *L'autorité a été abolie par les adultes et cela ne peut que signifier une chose : que les adultes refusent d'assumer la responsabilité du monde dans lequel ils ont placé les enfants* ». Pour elle, c'est un manque de responsabilité de la part des parents que d'abolir l'autorité. Cela est vrai, sans doute, d'autant plus qu'on remarque, depuis, une certaine démission des parents. Cette démission peut se percevoir à travers la préoccupation des parents à leur propre bonheur. De fait, les questions qui se posent, de nos jours, avec acuité, sont celles qui se rapportent aux promotions sociales et à l'émancipation. Bien que nobles, les désirs de mieux-être, d'épanouissement et de véritable réalisation sociale contrastent, le plus souvent, avec les prérogatives d'une paternité responsable. C'est ce que pense K. Ouédraogo (2015, p. 37) :

« si pour certains, faire des enfants empêcherait inévitablement la réalisation de plusieurs projets personnels et d'une illustre carrière prévus, pour d'autres, on peut en faire. Cependant, leur éducation n'est pas un grand soucis et ne doit aucunement empiéter sur les activités et occupations quotidiennes ».

Ce triste constat est à déplorer, mais ne doit pas consister en une généralisation de vue. Car, malgré la modernisation du monde et la spécificité des conceptions, heureusement,



certaines parents, aujourd'hui encore et malgré leurs nombreuses occupations, mettent un point d'honneur à l'éducation de leurs enfants.

Le travail des femmes, le droit des enfants, les conflits entre le couple, les divorces intempestifs donnent à voir un délitement du lien organique. La famille vit dans une forme d'instabilité. Les parents, eux-mêmes, sont en quête de repères. Il est difficile, dans ces conditions, de jouer convenablement son rôle d'éducateur. Pour l'Afrique, l'évolution de la société est, en grande partie, vécue comme une importation d'idées et de valeurs ; ce qui apparaît comme une sorte de sommation au lieu que ça soit une suite logique de l'évolution humaine, en attestent M. Koné et N. Kouamé (2005, p. 183) :

« L'un des problèmes fondamentaux auxquels l'Afrique doit faire face se situe au niveau de sa modernité. Dans les sociétés développées, la modernité est une conséquence de l'évolution de la tradition. Le changement se fait par réajustement des anciennes structures aux nouveaux contextes. En Afrique, la modernité, d'origine extérieure, est en rupture avec l'ordre ancien...La famille, pivot de la société subit dès lors une agression permanente ».

La brutalité de la modernité en Afrique peut être perçue à travers la promotion du mariage pour tous, par exemple, qui tend à forcer les sociétés africaines à adhérer à cette vision lors même que le problème ne s'est pas véritablement encore posé à elles. L'ouverture sur l'extérieur qu'exige la mondialisation nous fait importer de nouvelles idées, de nouvelles valeurs et des comportements qui surplombent les nôtres. La sensibilisation sur l'acceptation des homosexuels est exhibée, aujourd'hui, comme une exigence de démocratie. Cela compromet, fortement, les valeurs héritées des générations passées qui devaient être transmises à travers l'éducation aux générations futures. Pour la quasi-totalité des populations africaines qui est violemment homophobe, l'homosexualité est vécue comme une déviation morale contraire aux traditions africaines. Ainsi, l'on peut s'apercevoir que la modernité en Afrique n'est pas l'effet d'un avancement ou du moins un progrès mais d'une rupture constante. Il est plus qu'urgent que la famille se resserre autour des valeurs fondamentales de l'éthique et de la morale pour garantir une humanité digne et respectable.

Dans le climat social actuel marqué par la remise en cause des valeurs, il est presque impossible de prendre à cœur l'éducation des enfants, pourtant indispensable à l'ordre social et au développement. En abandonnant les enfants à leur sort, c'est surtout l'émergence qui aura du mal à se réaliser, car chacun fait ce qu'il veut pour son bonheur personnel. Il n'y a qu'à voir, en Côte d'Ivoire, par exemple, comment les élèves se comportent à la veille des congés. Ce sont eux-mêmes qui fixent leur date pour aller en congés. Ils n'hésitent, surtout, pas à user de violence quand l'administration veut résister ou que les élèves de certains établissements ne veulent pas les suivre. Cela donne véritablement à réfléchir et à comprendre qu'il est temps pour les parents de reprendre l'éducation de leurs enfants en main.

3. La nécessaire reprise en main de l'éducation des enfants

La jeunesse africaine est en prise avec les valeurs morales. La dépravation des meurs est à son comble. La cybercriminalité, la prostitution, le phénomène de microbes, les jeunes



gens qui s'adonnent à la séduction des femmes très avancées en âge et riches pour se faire entretenir par elles, sont pour ne citer que ces cas, la triste réalité de notre jeunesse. Nos sociétés africaines sont en train d'être prises en otage par leur propre jeunesse, car ce sont les adultes qui subissent leurs comportements immoraux. Ce sont eux qui sont dépouillés sur internet et même physiquement. Ils sont la cible des microbes et de la jeunesse dépravée. Ce sont les enfants et les jeunes qui font la loi et qui sèment la terreur. Dans de tels désordres, et dans un tel climat d'insécurité, la logique voudrait qu'on repense l'éducation. Comment aller à l'émergence quand la jeunesse ne s'approprie pas ce projet ; pire quand elle s'adonne à tout ce qui flatte la paresse ?

Pour S. Diakité (2016, p. 32), « *l'émergence commence par l'éducation* ». L'émergence n'est pas un miracle, elle se construit. C'est par l'éducation qu'on peut impulser les attitudes et comportements qu'il faut pour être des citoyens pieux et intègres. L'enfant représente la matière première qui demande à être transformée en un être humain civilisé et bien intégré. Il a besoin d'être initié aux vertus de l'effort et du travail. C'est au sein de la famille qu'il apprendra tout ce qu'il lui sera exigé par la société pour faire son intégration. Car, cette éducation n'est pas du ressort de l'école mais de celui de la famille. M. Koné et N. Kouamé (2005, p. 15-16) ne disent pas autre chose : « *Le développement des vertus sociales fondamentales telles que le courage, l'honnêteté, le goût de la justice trouvent leur origine dans la plupart des cas, dans le cadre social familial* ». La famille, lorsqu'elle fonctionne bien, est une véritable école pour les enfants.

Dès lors, il est nécessaire d'inciter les parents à ce que K. Ouédraogo (2015, p. 20) appelle la *paternité responsable*. Il la définit comme « *le fait de désirer sincèrement et de vouloir une progéniture* ». Cela veut dire qu'on ne doit avoir des enfants qu'après en avoir pris la pleine mesure. Il faut éviter que les enfants soient uniquement un don de Dieu. Les enfants doivent être l'expression d'un désir profond. Le désir d'enfant est le corollaire de l'exercice d'une responsabilité parentale. Car,

« *plus que des repères et des éveilleurs de conscience, les parents doivent constituer le reflet de l'éducation qu'ils veulent apporter à leurs enfants. C'est pourquoi toutes les actions initiatives parentales doivent particulièrement être entreprises et réalisées dans le souci de demeurer des formateurs, des éducateurs, des compagnons, des exemples et des modèles pour les enfants, à travers cette paternité responsable* » (K. Ouédraogo, 2015, p. 20).

Grace aux progrès de la science et de la médecine, la paternité responsable doit être plus que jamais de mise. Les méthodes contraceptives diversifiées permettent à l'un et l'autre partenaire sexuel de prendre des dispositions pour ne pas être surpris de l'arrivée d'un enfant. Ce qui doit pouvoir contribuer à éradiquer les fuites de responsabilité parentale. En effet, on doit penser à avoir un enfant que quand on pense qu'on peut faire face aux implications que cela entraîne.

De la sorte, la paternité responsable se présente comme une opportunité pour chaque parent d'être un citoyen responsable et de participer véritablement à l'émergence de son pays. En tant que prise de conscience du rôle de parent, la paternité responsable permet d'éduquer



les enfants à devenir des êtres matures, libres qui affrontent la vie avec sérénité et responsabilité. Elle permet alors de garantir une meilleure vie fondée sur les valeurs :

« Cette éducation essentiellement guidée par le respect de la morale et des mœurs, peut aider à garder les valeurs éthiques et morales d'abord en nous-mêmes, ensuite à les perpétuer en l'enfant que nous avons à charge, et enfin à les transmettre à la société toute entière » (K. Ouédraogo, 2015, p. 55).

La paternité responsable est ce qui peut nous aider à construire une société d'hommes et femmes de valeurs. « Car l'Afrique a besoin de nouveaux leviers pour son développement, des hommes nouveaux pour reprendre le gouvernail » (S. Diakité, 2016, p. 10). Les enfants sont l'espoir d'une Afrique aux valeurs renouvelées, d'une Afrique plus consciente des défis à relever. Ce renouvellement provient sans doute des enfants à qui l'on prendra le temps de donner une bonne éducation ; laquelle ne sera que le fait d'une famille responsable de ses devoirs et obligations envers ses enfants. Car, de même qu'on ne peut bâtir une maison sur du sable, de même on ne peut éduquer convenablement des enfants dans un climat d'instabilité. Disons avec H. Arendt (2016, pp. 251-252) que « l'éducation est le point où se décide si nous aimons le monde pour en assumer la responsabilité et, de plus, le sauver de cette ruine qui serait inévitable sans ce renouvellement et sans cette arrivée de jeunes et de nouveaux venus ». Pour nous Africains, l'éducation des enfants est le point décisif, où nous pourrons prouver si nous aimons nos sociétés pour les accompagner sur le chemin de l'émergence sur lequel elles se sont lancées.

Conclusion

S'inscrire dans un programme aussi important qu'est l'émergence, c'est d'abord avoir confiance en la qualité des ressources humaines. Le capital humain ne doit pas se résumer dans une approche compétitive des citoyens, mais s'ouvrir à la valorisation de la qualité humaine, condition d'un développement durable aux fondements solides. Nous espérons que cette contribution pourra servir à comprendre que le développement économique est l'aboutissement d'un travail sur les mentalités. Ce travail à la fois noble et passionnant, incombe, pour une bonne part, aux parents dont le temps est venu d'assumer les responsabilités qui sont les leurs. Et ce, en vue de permettre aux enfants d'avoir toutes les chances de réussir dans la vie.

Références bibliographiques

- ARENDRT Hannah, 2016, *La crise de la culture*, trad. Patrick Lévy, Paris, Folio.
- ARISTOTE, 1990, *Les Politiques*, trad. Pierre Pellegrin, Paris, Flammarion.
- DIAKITE Samba, 2016, *Les larmes de l'éducation*, Québec, Pérenne.
- DIAKITE Samba, 2016, *Révolutions et développement, pour une philosophie de l'émergence en Afrique*, Québec, Pérenne.

- KONE Mariatou et KOUAME N'guessan, 2005, *Socio-anthropologie de la famille en Afrique, Évolution des modèles en Côte d'Ivoire*, Abidjan, CERAP.
- La Sainte Bible, 2016, trad. Louis Second, Corée, Alliance biblique coréenne.
- LOCHAK Danièle, 2009, *Les droits de l'homme*, Paris, La découverte.
- OUATTARA Azoumana, 2008, « apprendre la civilité pour vivre ensemble », *Cahier philosophique d'Afrique*, n^o 006, p. 149-170.
- OUEDRAOGO Kouakou, 2015, *Paternités responsables, Les enjeux éthiques*, Abidjan, Paulines.
- OUSSOU Kouamé Rémi, 2017, *L'Afrique en développement, Pistes de réflexions*, Tom1, Québec, Edition pour tous.
- RENAUT Marie-Hélène, 2012, *Histoire du droit de la famille*, Paris, Ellipses.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, 1973, *Du contrat social*, Paris, Union Générale d'éditions.
- ROUSSEAU Jean-Jacques, 1966, *Émile ou de l'éducation*, Paris, Gallimard.